

Unité départementale de l'Oise
Z.A. de la Vatine
283, rue de Clermont
60000 Beauvais

Beauvais, le 03/09/2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 23/06/2025

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

GURDEBEKE Château Gautier

65, boulevard Carnot
60400 Noyon

Références : IC-R/307/25-CD/SL
Code AIOT : 0005106547

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 23/06/2025 dans l'établissement GURDEBEKE Château Gautier implanté Lieu dit Les Rosettes RD 145 60350 Moulin-sous-Touvent. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- GURDEBEKE Château Gautier
- Lieu dit Les Rosettes RD 145 60350 Moulin-sous-Touvent
- Code AIOT : 0005106547
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

La société GURDEBEKE dont le siège se situe à Noyon, exploite une installation de stockage de déchets non dangereux (ISDND) implantée à Moulin-sous-Touvent, qui comporte également un centre de transfert de déchets non dangereux ainsi qu'une plateforme de compostage de déchets verts. Ce site est autorisé par arrêté préfectoral du 4 novembre 2021.

Le casier n°9 est en cours d'exploitation actuellement.

Thèmes de l'inspection :

- AR - 12
- IED-MTD

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	Consommation d'eau	Arrêté Ministériel du 15/02/2016, article Article 24 bis	Demande d'action corrective	3 mois
2	Biogaz	Arrêté Ministériel du 15/02/2016, article Article 21 (II et V)	Demande d'action corrective	3 mois
3	Efficacité énergétique	Arrêté Ministériel du 15/02/2016, article Article 24 ter	Demande d'action corrective	3 mois
6	Réseau de collecte des effluents	Arrêté Ministériel du 15/02/2016, article Article 63 (art 4-II AM02/02/98)	Demande de justificatif à l'exploitant	3 mois
9	Stockage et traitement des effluents	Arrêté Ministériel du 15/02/2016, article Article 63 (art 19 alinéa 6 AM02/02/98)	Demande de justificatif à l'exploitant	3 mois
15	Lutte contre les incendies	Arrêté Ministériel du 15/02/2016, article Article 33 IX	Demande d'action corrective	3 mois
16	Lutte contre les incendies	Arrêté Ministériel du 15/02/2016, article Article 33 bis	Demande d'action corrective	3 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
4	prévention et réduction des émissions	Arrêté Ministériel du 15/02/2016, article Article 63 (art 2 AM02/02/98)	Sans objet
5	prévention des envols de poussières	Arrêté Ministériel du 15/02/2016, article Article 63 (art 4-I AM02/02/98)	Sans objet
7	Plan des réseaux	Arrêté Ministériel du 15/02/2016, article Article 63 (art 4-III)	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
	d'alimentation et de collecte	AM02/02/98)	
8	Indisponibilité	Arrêté Ministériel du 15/02/2016, article Article 63 (art 19 alinéas 1 à 5AM02/02/98)	Sans objet
10	Mesures des effluents gazeux	Arrêté Ministériel du 15/02/2016, article Article 63 (art 24 AM 02/02/98)	Sans objet
11	Conditions de rejet	Arrêté Ministériel du 15/02/2016, article Article 63 (art 49 AM 02/02/98)	Sans objet
12	Lutte contre les incendies	Arrêté Ministériel du 15/02/2016, article Article 16 VI	Sans objet
13	Lutte contre les incendies	Arrêté Ministériel du 15/02/2016, article Article 16 VII	Sans objet
14	Lutte contre les incendies	Arrêté Ministériel du 15/02/2016, article Article 33 VIII	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'exploitant répond pour partie aux points de contrôle identifiés dans le cadre de l'application de la directive IED et de l'arrêté ministériel du 15 février 2016.

Le dossier de réexamen conformément à l'article 64 de l'arrêté ministériel du 15 février 2016 et de l'article R.515-71-I du code de l'environnement doit être complété avec les éléments suivants :

- la réalisation et la transmission à l'inspection des installations classées du plan de défense incendie du site avec l'ensemble des points identifiés dans l'article 33bis de l'arrêté ministériel du 15 février 2016.
- L'exploitant dispose d'un délai de 3 mois pour transmettre ces éléments à l'inspection des installations classées.

S'agissant de la valorisation des lixiviats produits par le site, l'exploitant doit apporter une réponse sur une solution perenne soit en valorisant avec le système en place aujourd'hui soit en étudiant la faisabilité de la mise en place d'un système différent sous un délai de 3 mois.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Consommation d'eau

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 15/02/2016, article Article 24 bis
Thème(s) : Risques chroniques, surveillance
Prescription contrôlée :
L'exploitant établit un programme de surveillance des prélèvements et de la consommation d'eau de l'installation.

<p>Les résultats de ce programme de surveillance sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées et sont présentés dans le rapport annuel d'activité prévu à l'article 26 du présent arrêté, accompagnés de commentaires sur les évolutions constatées informations sur les changements importants de la consommation d'eau.</p>
<p>Constats :</p> <p>Le site utilise uniquement de l'eau sanitaire. Cette eau provient du réseau d'adduction communal d'eau potable. Elle est traitée sur le site via une fosse septique d'environ 10 m³.</p> <p>L'exploitant relève mensuellement sa consommation d'eau potable et trace ce relevé dans un tableur.</p> <p>La consommation annuelle est de 165 m³ en 2023 et 184,9 m³ en 2024. Cependant, ce point n'est pas repris dans le rapport annuel d'activités.</p> <p><u>Non conformité n°1</u> : L'exploitant n'indique pas dans le rapport annuel d'activités le volume des consommations d'eau.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p><u>Demande d'action corrective n°1</u> : Il est demandé à l'exploitant d'explicitier la consommation d'eau du site de Moulin Sous Touvent dans ses prochains rapports annuels d'activités.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande d'action corrective</p>
<p>Proposition de délais : 3 mois</p>

N° 2 : Biogaz

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 15/02/2016, article Article 21 (II et V)</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques, Prévention, détection et réparation des fuites</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>II. - L'exploitant établit un programme de contrôle et de maintenance préventive des installations de valorisation et de destruction du biogaz et des organes associés. Ce programme spécifie, pour chaque contrôle prévu, les critères qui permettent de considérer que le dispositif ou l'organe contrôlé est apte à remplir sa fonction, en situation d'exploitation normale, accidentelle ou incidentelle. Le programme prévoit en particulier le contrôle de l'étanchéité des équipements, des capteurs et des outils de mesure ainsi que l'étalonnage des capteurs et des outils de mesure. Le délai entre deux vérifications d'un même dispositif est précisé dans l'arrêté préfectoral.</p> <p>Les résultats des contrôles et les relevés réalisés sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées et sont présentés dans le rapport annuel d'activité prévu à l'article 26 du présent arrêté. Toute dérive des résultats est signalée à l'inspection des installations classées dans un délai d'un mois.</p>

V. - L'exploitant établit un programme de détection et de réparation des fuites pour réduire les émissions fugitives de gaz. L'exploitant peut recourir à une méthode par reniflage, une méthode de détection des gaz par imagerie optique ou à tout autre méthode de détection. Les résultats des mesures sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées et sont présentés dans le rapport annuel d'activité prévu à l'article 26 du présent arrêté, accompagnés des informations sur les fuites détectées ainsi que sur les actions correctives mises en œuvre ou envisagées.

Le contrôle des installations de traitement du biogaz est assuré a minima selon les modalités prévues à l'annexe II.

Constats :

S'agissant du programme de contrôle et de maintenance préventive des installations de valorisation du biogaz (chaudières et torchère), l'exploitant indique qu'une maintenance préventive est réalisée par une société extérieure une fois par an. Les derniers rapport de maintenance réalisée par la société Prodéval date du 3 juin 2025 pour la torchère. Ce rapport ne relève pas de non conformité. S'agissant de la chaudière le dernier rapport de maintenance date du 3 mars 2025 émanant de la même société. Ce rapport ne relève pas de non conformité et indique que la chaudière est à l'arrêt.

La détection de fuites sur l'ensemble du réseau de collecte du biogaz est suivi via le taux d'oxygène dans le biogaz. Ce taux est mesuré par un analyseur de biogaz. Si ce taux d'O₂ augmente, une fuite est présente. Dans ce cas, l'exploitant recherche cette dernière avec un détecteur de méthane qu'il possède.

Ce suivi du taux d'oxygène est fait quotidiennement par le directeur du site.

Le rapport annuel d'activités 20224 ne fait pas état des résultats du programme de contrôle et de maintenance préventive des installations de valorisation et de destruction du biogaz et des organes associés. seule l'information suivante est reportée : "la chaudière n'a pas été en fonctionnement ou en arrêt lors des mesures".

Non conformité n°2 : L'exploitant n'indique pas dans le rapport annuel d'activités les résultats du programme de contrôle et de maintenance préventive des installations de valorisation et de destruction du biogaz et des organes associés.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Demande d'action corrective n°2 : Il est demandé à l'exploitant d'explicitier les résultats du programme de contrôle et de maintenance préventive des installations de valorisation et de destruction du biogaz ses prochains rapports annuels d'activités.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 3 mois

N° 3 : Efficacité énergétique

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 15/02/2016, article Article 24 ter

Thème(s) : Risques chroniques, bilan énergétique annuel de sa consommation et de sa production d'énergie

Prescription contrôlée :

L'exploitant établit un bilan énergétique annuel de sa consommation et de sa production d'énergie. Il comprend :

- i) Des informations sur la consommation d'énergie, exprimée en énergie fournie ;
- ii) Des informations sur l'énergie produite dans l'installation, et en particulier sur la quantité de biogaz valorisée ;
- iii) Des informations sur l'énergie valorisée hors de l'installation.

Le bilan énergétique annuel est tenu à la disposition de l'inspection des installations classées et présenté dans le rapport annuel d'activité prévu à l'article 26 du présent arrêté.

Le bilan énergétique annuel réalisé au titre de l'année 2023 comprend également une étude technico-économique et environnementale sur l'opportunité de valoriser le biogaz capté dans les casiers de l'installation, à l'exclusion du cas où elle est exclusivement équipée de casiers dédiés aux déchets de matériaux de construction contenant de l'amiante, de casiers dont la période de post exploitation s'est achevée ou de casiers ne produisant pas de biogaz.

Constats :

En termes de consommation d'énergie, le site utilise de l'électricité pour alimenter les bureaux et les pompes des différents bassins utiles pour la gestion des lixiviats.

Le site valorise ses lixiviats par une évapo-concentration, la source de chaleur étant une chaudière alimentée par le biogaz produit par les casiers de stockage du site.

Le site fonctionne depuis environ 6 mois en mode dégradé puisqu'il fait face à des émanations d'odeurs importantes. Le biogaz soutiré des casiers est envoyé en torchère, le dispositif de valorisation des lixiviats, notamment la chaudière, n'étant pas en capacité d'accepter cette forte hausse d'apport de biogaz. L'inspection attire l'attention sur le fait que ce système d'élimination du biogaz en torchère ne peut être rendu pérenne. Ainsi, l'exploitant devra soit utiliser de nouveau son système de valorisation des lixiviats présent aujourd'hui soit étudier une nouvelle façon de valoriser ce biogaz.

Non conformité n°3 : l'exploitant ne valorise pas le biogaz produit par les casiers de son installation.

L'exploitant suit mensuellement sa consommation d'énergie, tracée dans un tableur. Ce suivi est repris dans le rapport d'activités transmis annuellement à l'inspection des installations classées. Sur l'année 2024, l'exploitant a consommé 129 kWh.

Non conformité n°4 : le rapport annuel d'activités ne rend pas compte de la quantité de biogaz capté et sa répartition en valorisation et à défaut en torchère.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Demande d'action corrective n°3 : Il est demandé à l'exploitant de valoriser le biogaz produit par ses installations soit avec le système déjà en place soit par tout autre système autre que la torchère. Dans ce dernier cas, une étude de faisabilité doit être réalisée dans un délai de 3 mois. Un échéancier de mise en place fera partie de cette étude.

Demande d'action corrective n°4 : Il est demandé à l'exploitant de compléter son prochain rapport annuel d'activités avec la quantité de biogaz capté, et sa répartition en valorisation et à défaut en torchère. Les données devront être comparables aux chiffres déclarés dans GEREP.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 3 mois

N° 4 : prévention et réduction des émissions

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 15/02/2016, article Article 63 (art 2 AM02/02/98)

Thème(s) : Risques chroniques, conception l'aménagement, l'entretien et l'exploitation des installations

Prescription contrôlée :

L'exploitant prend les dispositions nécessaires dans la conception l'aménagement, l'entretien et l'exploitation des installations pour :

-utiliser de façon efficace, économe et durable la ressource en eau, notamment par le développement du recyclage, de la réutilisation des eaux usées traitées et de l'utilisation des eaux de pluie en remplacement de l'eau potable ;

-limiter les émissions de polluants dans l'environnement ;

-respecter les valeurs limites d'émissions pour les substances polluantes ;

-gérer les effluents et déchets en fonction de leurs caractéristiques et réduire les quantités rejetées ;

-prévenir l'émission, la dissémination ou le déversement, chroniques, directs ou indirects, de matières ou substances qui peuvent présenter des dangers ou inconvénients pour les intérêts protégés à l'article L. 511-1 du code de l'environnement.

Constats :

L'exploitant prend les dispositions suivantes :

- Pour l'utilisation économe de l'eau, l'exploitant suit sa consommation d'eau potable destinée uniquement aux sanitaires du site. Ce suivi permet de détecter d'éventuelles fuites. La fosse septique est vidangée par une société agréée.
- Les eaux pluviales du site sont collectées dans un bassin étanche et analysées avant rejet selon une fréquence trimestrielle. Les analyses réalisées sur l'année 2024 ne montrent pas de dépassement des valeurs limites prescrites par l'arrêté préfectoral du 4 novembre 2021.
- Les lixiviats sont collectés et stockés dans un bassin étanche avant traitement par osmose inverse sur site.

Le site ne stocke pas de matières ou substances qui pourraient engendrer des pollutions directes ou indirecte.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 5 : prévention des envols de poussières

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 15/02/2016, article Article 63 (art 4-I AM02/02/98)

Thème(s) : Risques chroniques, Prévention des envols de poussières

Prescription contrôlée :

I.-Sans préjudice des règlements d'urbanisme, l'exploitant adopte les dispositions suivantes, nécessaires pour prévenir les envols de poussières et matières diverses :

-les voies de circulation et aires de stationnement des véhicules sont aménagées (formes de pente, revêtement, etc.), et convenablement nettoyées ;

-les véhicules sortant de l'installation n'entraînent pas de dépôt de poussière ou de boue sur les voies de circulation. Pour cela des dispositions telles que le lavage des roues des véhicules sont prévues en cas de besoin ;

-les surfaces où cela est possible sont engazonnées ;

-des écrans de végétation sont mis en place le cas échéant.

Des dispositions équivalentes peuvent être prises en lieu et place de celles-ci.

Les poussières, gaz polluants ou odeurs sont, dans la mesure du possible, captés à la source et canalisés. Sans préjudice des règles relatives à l'hygiène et à la sécurité des travailleurs, les rejets sont conformes aux dispositions du présent arrêté.

Les stockages de produits pulvérulents sont confinés (récipients, silos, bâtiments fermés...) et les installations de manipulation, transvasement, transport de produits pulvérulents sont, sauf impossibilité technique démontrée, munies de dispositifs de capotage et d'aspiration permettant

de réduire les envols de poussières. Si nécessaire, les dispositifs d'aspiration sont raccordés à une installation de dépoussiérage en vue de respecter les dispositions du présent arrêté. Les équipements et aménagements correspondants satisfont par ailleurs la prévention des risques d'incendie et d'explosion (évents pour les tours de séchage, les dépoussiéreurs...).

Le stockage des autres produits en vrac est réalisé dans la mesure du possible dans des espaces fermés. A défaut, des dispositions particulières tant au niveau de la conception et de la construction (implantation en fonction du vent...) que de l'exploitation sont mises en œuvre.

Lorsque les stockages se font à l'air libre, il peut être nécessaire de prévoir l'humidification du stockage ou la pulvérisation d'additifs pour limiter les envols par temps sec.

Les locaux sont maintenus propres et régulièrement nettoyés notamment de manière à éviter les amas de matières dangereuses ou polluantes et de poussières. Le matériel de nettoyage est adapté aux risques présentés par les produits et poussières.

Constats :

Le site gère les envols des déchets légers en mettant en place des filets anti-envol. En complément, l'exploitant réalise quand l'état du site le nécessite une campagne de ramassage des déchets envolés.

Les voies de circulation du site sont en pente dirigée vers les fossés de réception des eaux pluviales et sont bitumées.

Les voies de circulation sont imperméabilisées. Le parking est enherbé.

La clôture du site est doublée par des végétaux sur certaines portions.

Le site ne stocke pas de produits pulvérulents, ni de produits en vrac.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 6 : Réseau de collecte des effluents

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 15/02/2016, article Article 63 (art 4-II AM02/02/98)

Thème(s) : Risques chroniques, Conception et entretien du réseau de collecte des effluents

Prescription contrôlée :

II.-Les canalisations de transport de fluides insalubres et de collecte d'effluents pollués ou susceptibles de l'être sont étanches, curables et résistent à l'action physique et chimique des produits qu'elles sont susceptibles de contenir. Elles sont convenablement entretenues et font l'objet d'examens périodiques appropriés permettant de s'assurer de leur bon état et de leur étanchéité en cas de risque de pollution.

Les différentes canalisations sont repérées, conformément aux règles en vigueur lorsqu'elles existent.

Les réseaux de collecte sont conçus pour évacuer les eaux polluées issues des activités ou sortant des ouvrages d'épuration interne vers les traitements appropriés avant d'être évacuées vers le milieu récepteur autorisé à les recevoir.

Un schéma de tous les réseaux et un plan des égouts sont établis par l'exploitant, régulièrement mis à jour, notamment après chaque modification notable, et datés. Ils sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées ainsi que des services d'incendie et de secours.

Constats :

L'exploitant a présenté un plan reprenant l'ensemble des réseaux de collecte du biogaz. Il date du 19 mai 2025. Les canalisations sont en PEHD et font l'objet d'inspections afin de vérifier leur état. Les éventuelles fuites sont détectées au niveau du suivi du taux d'oxygène du biogaz suivi en continu.

Un plan des réseaux de lixiviats a également été présenté par l'exploitant. Il date d'avril 2018. Il reprend l'ensemble des canalisations et les différents bassins de stockage. Un réseau séparatif existe entre les eaux pluviales et les lixiviats. Ce plan reprend également l'origine de l'eau potable. Les canalisations sont identifiées. Les lixiviats sont collectés vers un bassin étanche avant un traitement en osmose inverse.

Le site est équipé d'un disconnecteur qui est vérifié annuellement. Le rapport de maintenance réalisé par la société Dekra transmis par l'exploitant date du 9 octobre 2024. Le rapport conclut à un disconnecteur en bon état de fonctionnement. Le prochain passage de cette société est prévu en septembre 2025. L'exploitant transmettra ce rapport dès sa réception ainsi que les actions mises en œuvre en cas de non conformités avérées.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Demande de justificatif n°1 : Il est demandé à l'exploitant de transmettre le rapport de maintenance du disconnecteur programmé en septembre 2025 dès sa réception ainsi que les actions mises en œuvre en cas de non conformités avérées.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant

Proposition de délais : 3 mois

N° 7 : Plan des réseaux d'alimentation et de collecte

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 15/02/2016, article Article 63 (art 4-III AM02/02/98)

Thème(s) : Risques chroniques, Plan des réseaux d'alimentation et de collecte

Prescription contrôlée :

III.-Le plan des réseaux d'alimentation et de collecte fait notamment apparaître :

-l'origine et la distribution de l'eau d'alimentation ;

<p>-les dispositifs de protection de l'alimentation (bac de disconnexion, implantation des disconnecteurs ou tout autre dispositif équivalent permettant un isolement avec la distribution alimentaire, etc.) ;</p> <p>-les secteurs collectés et les réseaux associés ;</p> <p>-les ouvrages de toutes sortes (vannes, compteurs, etc.) ;</p> <p>-les ouvrages d'épuration interne, les points de surveillance et les points de rejet de toute nature.</p> <p>Il est interdit d'établir des liaisons directes entre les réseaux de collecte des eaux pluviales non polluées et les réseaux de collecte des effluents pollués ou susceptibles d'être pollués.</p> <p>A l'exception des cas accidentels où la sécurité des personnes ou des installations serait compromise, il est interdit d'établir des liaisons directes entre les réseaux de collecte des effluents devant subir un traitement ou être détruits et le milieu récepteur.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'eau potable dessert uniquement les bâtiments administratifs. Un plan des réseaux d'eau a été présenté par l'exploitant. Il date d'avril 2018.</p> <p>Le site est équipé d'un disconnecteur qui est vérifié annuellement.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 8 : Indisponibilité

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 15/02/2016, article Article 63 (art 19 alinéas 1 à 5AM02/02/98)</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques, Indisponibilité</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les installations de traitement sont conçues, exploitées et entretenues de manière à réduire à leur minimum les durées d'indisponibilité pendant lesquelles elles ne peuvent assurer pleinement leur fonction.</p> <p>Si une indisponibilité est susceptible de conduire à un dépassement des valeurs limites imposées, l'exploitant prend les dispositions nécessaires pour réduire la pollution émise en réduisant ou arrêtant si besoin les fabrications/ opérations à l'origine des effluents arrivant à l'installation de traitement concernée.</p>

<p>Les effluents pollués ne contiennent pas de substances de nature à gêner le bon fonctionnement des ouvrages de traitement.</p> <p>Les incidents ayant entraîné l'arrêt des installations de collecte, traitement ou recyclage ainsi que les causes de ces incidents et les remèdes apportés sont consignés dans un registre.</p> <p>La conduite des installations est confiée à un personnel compétent disposant d'une formation adéquate.</p>
<p>Constats :</p> <p>Comme indiqué dans le point de contrôle n° 3, le traitement des lixiviats par évapo-concentration n'est plus effectif depuis environ 6 mois.</p> <p>Le 20 mars 2025, l'exploitant a transmis un porter à connaissance (PAC) pour la mise en place d'un traitement transitoire des lixiviats. Ils sont traités par une osmose inverse. Cette station d'osmose inverse est présente sur l'ancien site de stockage de déchets ultimes situé à proximité immédiate et appartenant à la même société. Dans l'attente de la campagne, les lixiviats sont stockés en bassin étanche. Ce PAC a été instruit par rapport du 3 avril 2025.</p> <p>Les campagnes de traitement des lixiviats sont déclenchées au regard du niveau d'eau dans le bassin étanche de stockage des lixiviats. Les lixiviats sont transportés sur le site voisin pour traitement.</p> <p>Il n'y a aucun rejet dans le milieu naturel des lixiviats.</p> <p>Le personnel présent sur le site est formé.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 9 : Stockage et traitement des effluents

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 15/02/2016, article Article 63 (art 19 alinéa 6 AM02/02/98)</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques, Installations étanches</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les installations de stockage et de traitement des effluents aqueux, notamment le traitement par lagunage, sont étanches.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant s'est positionné comme étant non concerné par cette disposition dans son dossier de réexamen de mars 2024.</p> <p>L'inspection attire l'attention de l'exploitant sur le fait que cette disposition est bien applicable au site pour ce qui concerne les installations de stockage de lixiviats préalable au traitement par osmose inverse, pour l'installation de traitement par osmose inverse, ainsi que pour le stockage de lixiviats après traitement par osmose inverse préalablement à leur filière de destination finale.</p>

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :
Demande de justificatif n°2: L'inspection attire l'attention de l'exploitant sur le fait que cette disposition est bien applicable au site pour ce qui concerne les installations de stockage de lixiviats préalable au traitement par osmose inverse, pour l'installation de traitement par osmose inverse, ainsi que pour le stockage de lixiviats après traitement par osmose inverse préalablement à leur filière de destination finale. L'exploitant apportera la justification de l'étanchéité des installations de stockage et de traitement des lixiviats.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 3 mois

N° 10 : Mesures des effluents gazeux

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 15/02/2016, article Article 63 (art 24 AM 02/02/98)
Thème(s) : Risques chroniques, Mesures des effluents gazeux
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Sauf disposition particulière précisée dans l'arrêté préfectoral d'autorisation, le débit des effluents gazeux est exprimé en mètres cubes par heure rapportés à des conditions normalisées de température (273 kelvins) et de pression (101,3 kilopascals) après déduction de la vapeur d'eau (gaz secs) ; les concentrations en polluants sont exprimées en gramme(s) ou milligramme(s) par mètre cube rapporté aux mêmes conditions normalisées.</p> <p>Pour les installations de séchage, les mesures se font sur gaz humides.</p> <p>L'arrêté d'autorisation précise la teneur en oxygène des gaz résiduels à laquelle sont rapportées les valeurs limites sauf dans les cas où l'oxygène est proscrit ou présente un taux négligeable.</p>
<p>Constats :</p> <p>Les analyses du biogaz de 2024 transmises par l'exploitant reprennent ces conditions de mesures.</p>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 11 : Conditions de rejet

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 15/02/2016, article Article 63 (art 49 AM 02/02/98)
Thème(s) : Risques chroniques, Conditions de rejet
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les points de rejet dans le milieu naturel sont en nombre aussi réduit que possible.</p> <p>Les ouvrages de rejet doivent permettre une bonne diffusion des effluents dans le milieu récepteur.</p> <p>Notamment, les rejets à l'atmosphère sont dans toute la mesure du possible collectés et évacués,</p>

après traitement éventuel, par l'intermédiaire de cheminées pour permettre une bonne diffusion des rejets. La forme des conduits, notamment dans leur partie la plus proche du débouché à l'atmosphère, est conçue de façon à favoriser au maximum l'ascension des gaz dans l'atmosphère. La partie terminale de la cheminée peut comporter un convergent réalisé suivant les règles de l'art lorsque la vitesse d'éjection est plus élevée que la vitesse choisie pour les gaz dans la cheminée. L'emplacement de ces conduits est tel qu'il ne peut y avoir à aucun moment siphonnage des effluents rejetés dans les conduits ou prises d'air avoisinants. Les contours des conduits ne présentent pas de point anguleux et la variation de la section des conduits au voisinage du débouché est continue et lente.

Les dispositifs de rejet des eaux résiduelles sont aménagés de manière à réduire autant que possible la perturbation apportée au milieu récepteur, aux abords du point de rejet, en fonction de l'utilisation de l'eau à proximité immédiate et à l'aval de celui-ci, et à ne pas gêner la navigation.

Un système (vanne, manchon gonflable ou tout autre système d'obturation) permet l'isolement des réseaux d'assainissement de l'établissement par rapport à l'extérieur. Les dispositifs sont maintenus en état de marche, signalés et actionnables en toute circonstance localement et/ ou à partir d'un poste de commande. Leur entretien préventif et leur mise en fonctionnement sont définis par consigne.

Constats :

D'une manière générale, ces dispositions sont déjà incluses dans les arrêtés préfectoraux d'exploitation en vigueur sur le site.

Les rejets des eaux pluviales se fait via un bassin d'infiltration. Le transfert des eaux pluviales vers le bassin d'infiltration se fait par pompage dont la mise en marche n'est pas automatique. Le site n'a pas de points de rejet en lien direct avec l'extérieur. Les dernières analyses des eaux pluviales avant rejet datent du 26 février 2025. Les résultats sont en attente de réception. Sur l'année 2024, les analyses ont eu lieu le 13 novembre 2024, les résultats sont conformes.

Les rejets atmosphériques sur le site en exploitation se font soit par l'intermédiaire de la torchère actuellement dans le cadre de la gestion des émanations de biogaz incontrôlées. Cependant, il est rappelé à l'exploitant la nécessité de valorisation du biogaz dans les conditions normales d'exploitation.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 12 : Lutte contre les incendies

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 15/02/2016, article Article 16 VI

Thème(s) : Risques chroniques, Dispositif de détection des départ de feu et rondes de surveillance

Prescription contrôlée :

VI. - La zone en cours d'exploitation et les autres zones désignées dans le plan de défense contre les incendies défini à l'article 33 bis sont équipées d'un dispositif de détection des départs d'incendies, opérationnel de manière permanente, correctement installé, entretenu et régulièrement testé.

Ce dispositif est associé à une alarme à destination du personnel présent sur le site. Lorsqu'aucun personnel n'est présent sur le site, l'alarme est transmise à des personnes internes ou externes désignées par l'exploitant et formées en vue de déclencher les opérations nécessaires. Lorsqu'une présence permanente est assurée sur le site, des rondes régulières sont réalisées par du personnel formé aux abords des casiers en exploitation et des zones d'entreposage de déchets lors des périodes d'inactivité.

Dans tous les cas une ronde est organisée au moins deux heures après la réception du dernier arrivage de déchets sur le site et avant le départ du personnel.

Les modalités d'application du présent VI sont précisées dans le plan de défense incendie de l'exploitant.

Constats :

L'exploitant indique que le casier en cours d'exploitation est équipé d'une caméra thermique axée sur le quai de déchargement et la zone du casier en cours d'exploitation.

Le report de l'image de détection se fait dans le local administratif. Une alarme sonore existe dans ce local. Une personne est toujours présente en heures ouvrées du site. En heures non ouvrées, la détection d'un départ d'incendie est transmise sur le téléphone d'astreinte du personnel.

Cette caméra thermique n'est maintenue qu'en cas de problème détecté. L'exploitant indique nettoyer régulièrement les cellules de détection directement sur la caméra.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 13 : Lutte contre les incendies

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 15/02/2016, article Article 16 VII

Thème(s) : Risques chroniques, Moyen d'alerte

Prescription contrôlée :

VII. - L'installation est dotée d'un moyen permettant d'alerter les services d'incendie et de secours.

Constats :

Le site est équipé d'une ligne téléphonique qui permet d'alerter les services de secours.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 14 : Lutte contre les incendies

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 15/02/2016, article Article 33 VIII

Thème(s) : Risques chroniques, Formation du personnel en cas de sinistre

Prescription contrôlée :

VIII. - Une part suffisante du personnel est formée à l'utilisation et au transport des matériaux de recouvrement en cas de sinistre. Le personnel extérieur au site reçoit une information sur les

risques incendies du site et sur la conduite à tenir en cas de sinistre.
Constats : Le personnel intervenant sur le site est employé par l'exploitant. Il est formé au maniement des matériaux de recouvrement. Aucun personnel extérieur n'intervient sur le site.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 15 : Lutte contre les incendies

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 15/02/2016, article Article 33 IX
Thème(s) : Risques chroniques, Exercice incendie
Prescription contrôlée : IX. - Dans le trimestre suivant le début de l'exploitation de l'installation, l'exploitant organise un exercice de défense contre les incendies. Cet exercice est renouvelé tous les trois ans, jusqu'à la fin de la période d'exploitation du site. Chaque exercice fait l'objet d'un compte rendu.
Constats : L'exploitant indique ne réaliser aucun exercice sur le site. Il conviendra donc de faire des exercices incendie sur le site de Moulin sous Touvent. Non conformité : l'exploitant ne réalise pas d'exercices incendie sur son site de Moulin sous Touvent.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : Demande d'action corrective n°5 : Il est demandé à l'exploitant de réaliser au moins un exercice incendie sur son site de Moulin sous Touvent. Un compte rendu sera transmis à l'inspection des installations classées.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 3 mois

N° 16 : Lutte contre les incendies

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 15/02/2016, article Article 33 bis
Thème(s) : Risques chroniques, Plan de défense incendie
Prescription contrôlée : I. - L'exploitant réalise et tient à jour un plan de défense incendie comprenant au moins : - la procédure relative à la conduite à tenir en cas d'incendie sur l'installation ; - les schémas d'alarme et d'alerte décrivant les actions à mener par l'exploitant à compter de la

détection d'un incendie (l'origine et la prise en compte de l'alerte, l'appel des secours extérieurs, la liste des interlocuteurs internes et externes) ;

- l'organisation de la première intervention et de l'évacuation face à un incendie en périodes ouvrées ;

- les modalités d'accueil des services d'incendie et de secours en périodes ouvrées, y compris, le cas échéant, les mesures organisationnelles prévues pour dégager avant l'arrivée des services de secours les accès, les voies engins, les aires de mise en station, les aires de stationnement ;

- les modalités d'accès pour les services d'incendie et de secours en périodes non ouvrées, y compris, le cas échéant, les consignes précises pour leur permettre d'accéder à tous les lieux et les mesures nécessaires pour qu'ils n'aient pas à forcer l'accès aux installations en cas de sinistre ;

- le plan de situation décrivant schématiquement les réseaux d'alimentation, la localisation et l'alimentation des différents points d'eau, l'emplacement des vannes de barrage sur les canalisations, et les modalités de mise en œuvre, en toutes circonstances, de la ressource en eau nécessaire à la maîtrise d'un incendie ;

- le plan de situation des réseaux de collecte, des bassins de rétention, avec mention des ouvrages permettant leur sectorisation ou leur isolement en cas de sinistre et, le cas échéant, des modalités de leur manœuvre ;

- les plans des casiers en cours d'exploitation et des lieux d'entreposage de déchets, avec une description des dangers et des moyens de lutte contre l'incendie situés à proximité ;

- la justification des compétences du personnel susceptible, en cas d'alerte, d'intervenir avant l'arrivée des secours, notamment en matière de formation, de qualification et d'entraînement ;

- les comptes rendus des exercices de défense contre les incendies.

II. - Le plan de défense incendie ainsi que ses mises à jour sont transmis aux services d'incendie et de secours.

III. - En cas d'incendie, l'exploitant met en œuvre les actions prévues par le plan de défense incendie.

Constats :

L'exploitant a fourni une consigne "vous êtes témoin d'un départ incendie". Elle est affichée sur le site dans les locaux administratifs et au niveau de la zone d'exploitation.

Cette consigne reprend la conduite à tenir en cas de départ d'incendie en termes d'alerte des secours et d'actions à réaliser.

Le site dispose d'un accès pour les services d'incendie et de secours.

Les autres points devant figurer dans le plan de défense incendie ont été vus dans les points de contrôle précédents.

Cependant, l'exploitant ne possède pas d'un document intitulé "plan de défense incendie". L'ensemble des éléments constitutifs sont présents mais non rassemblés dans un document unique.

Non conformité : L'exploitant ne dispose pas d'un document "plan de défense incendie" tel que défini à l'article 33bis de l'arrêté ministériel du 15 février 2026.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : Demande d'action corrective n°6 : L'exploitant doit se mettre en conformité avec l'article 33bis de l'arrêté ministériel du 15 février 2016 en transmettant à l'inspection des installations classées un document intitulé plan de défense incendie composé de l'ensemble des éléments constitutifs définis dans l'article sus-visé.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 3 mois